

[Text]

young person works part-time and attends school part-time. The employer is the key to this plan and he must be adequately supported for his efforts in this job training.

There is one other thing I think we can add is that the problem has to be handled by an institutional training program. Programs such as this are politically popular, so we must divorce ourselves from the political side of it and probably look to the private sector. You know, if we are going to have a plan like that, it must resemble free enterprise. Government-operated businesses and free enterprise are two different systems altogether. One will fail and the other will prosper. Usually it is free enterprise which prospers.

Mr. Marceau: Thank you very much.

The Chairman: Mr. Edwards, I have a couple of areas I would like to ask you about. Two weeks ago I was with another committee of Parliament, a DREE committee, and we were in Corner Brook where we heard briefs from not only all over Newfoundland but from groups representing organizations throughout Atlantic Canada. One of them was the Atlantic Provinces Economic Council or APEC. I would like your comments as the Mayor of this town and obviously very involved and interested in the economy of this area on this point. I suppose one of the warnings in their brief was that they were concerned that government people, business people, educators, those people making the decisions, I suppose, the movers and shakers in Newfoundland were having or could have their heads turned. They could become so preoccupied with the glitter and the promise of what some consider to be the false or unrealistic expectation of offshore oil and gas development that some of the more traditional areas of commerce and industry in the province would suffer. The fishery, perhaps the pulp and paper industry, and others could be the victims, and they gave us some statistics.

They said that their research indicated that in the next ten years in Atlantic Canada, some 750,000 jobs would have to be created to meet the growth in the labour market. That figure is not precise; it is rough. But they said that, despite the most optimistic predictions of offshore oil and gas and assuming that the pulp and paper market stayed good and there was not a slump, and assuming the fishery market stayed strong, only 370,000 or so jobs would be created; in other words, a 50 per cent shortfall.

So my question is this, basically a two-sided one for you: one, do you see already overemphasis on oil and gas perhaps and not enough concern about the traditional or the existing economic base? Two, since obviously we are going to have a

[Translation]

d'étude au travail permettant à un jeune de travailler à temps partiel et également d'étudier à temps partiel. C'est l'employeur qui est le pivot d'un tel programme et il doit donc bénéficier d'appuis suffisants en échange de la formation qu'il autorise.

J'ajouterais, d'ailleurs, qu'on devrait résoudre ce problème par le truchement d'une formation en établissement. Toutefois, étant donné que de tels programmes ont de la vogue sur le plan politique, nous devons nous abstenir de participer à cet aspect politique et probablement recourir au secteur privé. Vous savez, s'il est question d'établir ce genre de formation, cela doit se rapprocher de l'entreprise privée. Les entreprises publiques et l'entreprise privée sont des systèmes tout à fait différents. L'un échouera alors que l'autre sera florissant. En général, c'est l'entreprise privée qui réussit.

M. Marceau: Je vous remercie.

Le président: Monsieur Edwards, j'aimerais vous interroger au sujet de certaines choses. Il y a deux semaines, j'ai travaillé au sein d'un autre comité parlementaire, celui du ministère de l'Expansion économique régionale. Nous nous sommes rendus à Corner Brook où nous avons entendu des témoignages provenant non seulement de Terre-Neuve mais d'organismes de tous les coins des provinces de l'Atlantique. L'un de ces groupes, s'appelait le Conseil économique des provinces de l'Atlantique. En tant que maire de cette ville et donc quelqu'un d'activement intéressé à l'économie de cette région, je vais vous interroger sur le sujet suivant. L'une des mises en garde et préoccupations contenues dans le mémoire portait sur le fait que des fonctionnaires, des commerçants, des éducateurs, des gens qui prennent des décisions, je suppose, les locomotives sur le plan social à Terre-Neuve, laissent certaines choses leur monter à la tête. En effet, ces gens peuvent devenir tellement absorbés par les mirages et les promesses de l'exploitation du pétrole et du gaz sous-marins qu'ils deviennent irréalistes et qu'ils peuvent donc négliger certains domaines plus traditionnels du commerce et de l'industrie dans notre province. Je songe ici aux pêches, à l'industrie des pâtes et papier et à d'autres qui pourraient souffrir de cette attitude et les membres du Conseil nous ont d'ailleurs donné des statistiques là-dessus.

Ils nous ont laissé savoir que d'après leurs recherches, au cours des dix prochaines années, il faudra créer environ 550,000 nouveaux emplois dans les provinces de l'Atlantique pour répondre aux besoins créés par la croissance du marché du travail. Il s'agit de chiffres approximatifs, donc peu précis. Cependant, malgré cela, le Conseil nous a dit que malgré les prévisions les plus optimistes pour ce qui est de la mise en valeur du pétrole et du gaz en mer tout en adoptant l'hypothèse que le marché des pâtes et papiers demeure stable et ne connaisse donc pas de ralentissement et que la même chose vaille pour le domaine des pêches, cela ne créerait que 370,000 emplois environ. Autrement dit, cela représente une moitié trop peu.

J'ai donc une double question à vous poser: premièrement, estimez-vous qu'on insiste déjà trop sur l'exploitation du pétrole et du gaz et qu'on ne se préoccupe peut-être pas assez de la base économique traditionnelle? En second lieu, étant